

“L’inflation des normes aujourd’hui et la curatelle technico-financière des peuples transforment la manière de gouverner les autres et de se gouverner soi-même”

Roland Gori, psychanalyste, professeur honoraire de psychopathologie Clinique à Aix-Marseille – Université. Président de l’Association Appel des appels.

PROPOS RECUEILLIS PAR **JEAN-LOUIS SANCHEZ**

Le Jas : Votre dernier ouvrage s’intitule “Un monde sans esprit, la fabrique des terrorismes” (ed. Les liens qui libèrent – 2017). Les États ont donc engendré le mal qui les mine ?

Roland Gori : Je ne dis pas que le terrorisme est déterminé par le néolibéralisme, comme certains l’ont sous-entendu, mais je dis qu’il y a des facteurs favorisants qui, dans la manière dont fonctionnent nos sociétés ont constitué sa niche écologique. Aujourd’hui, le retour des extrémismes xénophobes au cœur de l’Europe Centrale, la victoire des populistes aux élections italiennes, le vote en faveur du Brexit, l’élection de Trump aux États-Unis, et bien d’autres symptômes comme le racisme et l’antisémitisme, montrent que les pays occidentaux ont peur. Ils n’ont pas seulement peur du terrorisme islamiste, ils ont peur de l’avenir de leur civilisation, de leur pays, de leur démocratie. Car, le terrorisme “exogène” ne doit pas nous cacher les facteurs politiques intérieurs qui facilitent son émergence. Il est un des symptômes de la maladie de notre civilisation, de la pathologie de nos sociétés, de leur incapacité à (re)trouver un projet culturel, un rêve et un espoir qui leur permettraient de se rétablir, de se prémunir de la violence extrême et d’avoir une confiance retrouvée dans la démocratie... Lorsque les États et les Nations n’ont plus les moyens de garantir une fraternité qui, selon Bergson, est la seule valeur éthique à même

de réconcilier l’égalité et la liberté, le système explose. C’est le cas aujourd’hui dans la plupart de nos démocraties libérales

Le Jas : D’où provient ce divorce entre les citoyens et leurs représentants politiques ?

R. G. : Les travaux de Dostena Lavergne⁽¹⁾ ont montré que, sous prétexte de démocratie et/ou de modernité, les think-tanks européens ont tenté de convertir les peuples et leurs institutions à la “religion du marché” nord-américain. Et, ce faisant ces groupes de pression et de propagande ont contribué à installer un individualisme de masse qui tend à ruiner le champ politique de nos démocraties. Ces “experts” furent, et sont, les scribes de nos nouvelles servitudes sociales. Au nom du pragmatisme et du cynisme le plus obscène, ils ont promis la démocratie pour mieux imposer les lois du profit des multinationales. Ces think tanks européens, nés pour la plupart dans les années 1990-2000, sont en totale subordination économique, culturelle, linguistique, éthique et politique aux réseaux anglo-saxons. Ils sont les nouveaux conquérants des espaces publics et médiatiques qu’ils participent à privatiser symboliquement et économiquement au profit des logiques néolibérales. Par le jeu d’influence des médias, des évaluations académiques, des lobbies, des “élites”, de l’économie de la connaissance et du conseil, ces scribes et leurs castes endogènes,



prescrivent une “nouvelle” manière de vivre, de penser et d’éprouver le monde. Ils nous incitent à “rêver” américains... Les politiques et les États ayant fait faillite, le pouvoir se trouve transféré à ces think tanks. Mais, la croyance et l’illusion d’un avenir radieux grâce aux bienfaits de cette mondialisation s’effondre, du moins en Europe et produit une crise de civilisation qui participe à la “fabrique des monstres” (les terrorismes). En ce sens, j’ai l’habitude de dire que le néolibéralisme, en tant que vision politico-morale du monde, en tant que métaphysique est mort... même s’il feint encore de l’ignorer, et s’il parvient à se maintenir par des institutions juridiques, technico-financières et économique-sécuritaires.

Le Jas : Pourquoi dites-vous que les normes et les évaluations sont à l’origine d’une “société d’imposteurs”⁽²⁾ ?

R. G. : Ce sont aujourd’hui les normes qui préparent les lois, et cette inflation du droit, cette “densification normative” produit une dévalorisation de la loi, de son caractère sacré et souverain. C’est la raison pour laquelle elles sont constamment réécrites et sont ramenées à la fonction de circulaires de service. Les formes de savoir elles-mêmes sont normalisées et calibrées, selon les nouvelles exigences du pouvoir, alignées sur les formes et les logiques des nouvelles dominations sociales transnationales. Dans les secteurs professionnels, on assiste à une véritable

normalisation de l’humain à marche forcée conduisant à la taylorisation des métiers, à la prolétarianisation de l’existence des citoyens.

Et ce poids des normes qui s’exprime, à défaut du sens et de la finalité de ce que l’on fait, entraîne une véritable massification de l’imposture, une généralisation de l’imposture comme stratégie de survie. La “société de la norme” que nous avons engendrée a tellement le souci de calibrer les comportements et les modes de vie que l’imposture devient presque une “solution” aux exigences normatives. Les imposteurs sont des éponges sociales, des martyrs des valeurs de la comédie sociale d’une époque. Les imposteurs ressemblent à notre société : ils traficotent les chiffres, les dossiers administratifs, favorisent les logiques d’audimat. Toutes les petites impostures courantes dans tous les secteurs professionnels sont inséparables des méthodes d’évaluation, celles-ci sont le cheval de Troie d’une logique de marché. Dans nos démocraties dégénérées, ces démocraties d’opinion, les logiques d’audimat, les évaluations quantitatives et formelles prévalent sur la parole et les récits de témoignage de nos expériences de vie. Tous les secteurs sont affectés par ces logiques de marché. Pour en sortir, il faudrait redonner au politique toute sa place, sa substance, sa spécificité. Ce qui passe nécessairement par le débat citoyen, en redonnant toute sa place à la culture.

Le Jas : Sur un tout autre domaine, vous serez présent aux Assises Nationales de la Protection de l’Enfance que Le Jas organise les 28 et 29 juin à Nantes. Pourquoi ?

R. G. : Parce que je constate qu’il manque à la démocratie un souffle, une vision d’avenir, une ambition vraie, une confiance dans le “langage de l’humanité” dont parlait Camus après Hiroshima. Cela crée du désarroi, des inquiétudes... C’est vrai dans nos sociétés d’une manière générale, et ça l’est encore plus pour les jeunes pris en charge dans le cadre de l’Aide sociale à l’enfance. Travailler sur la question de la protection de l’enfance, c’est donc aussi engager une réflexion sur l’évolution de notre modèle de société et les manières dont il nous permet de vivre notre condition humaine. ■

(1) *“Think tanks : imposteurs de la démocratie”* (CS éditions Paris, 2018 à paraître)

(2) *“La fabrique des imposteurs”* (éd. Les liens qui libèrent).